

**Assemblée générale**

Cinquante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
19 novembre 2003

Original: français

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 48^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 17 novembre 2003, à 15 heures

Président : M. Belinga-Eboutou. (Cameroun)
puis : Mme Londoño (Vice-Présidente) (Colombie)

Sommaire

Point 106 de l'ordre du jour : Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (*suite*)

Point 117 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales
- c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux
- e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Point 112 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



La séance est ouverte à 15 h 15.

Point 106 de l'ordre du jour : Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (suite) (A/C.3/58/L.48)

Projet de résolution A/C.3/58/L.48 : Préparatifs de la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004

1. **Mme Elisha** (Bénin) présente, au nom de ses auteurs, auxquels se sont joints l'Angola, les États-Unis d'Amérique et la Gambie, le projet de résolution A/C.3/58/L.48 qui contient des amendements au projet de résolution A/C.3/58/L.2. Elle propose également d'ajouter, entre les paragraphes 2 et 3 du nouveau dispositif, le paragraphe suivant : « Se félicite également de la décision de l'État du Qatar d'accueillir en novembre 2004 une conférence internationale visant à célébrer le dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille; » et de remplacer au paragraphe 3 du nouveau dispositif les mots « Se félicite » par « Se félicite en outre ». Elle souligne enfin que le dernier paragraphe du projet de résolution L.48 remplace le dernier paragraphe du projet L.2. Après avoir remercié les coauteurs du nouveau projet de résolution, elle engage les délégations à l'adopter par consensus.

2. **Le Président** se réjouit que les délégations aient décidé d'adopter le projet par consensus et les engage à faire de même pour tous les autres projets de résolution. Il annonce que l'Afrique du Sud, les Comores, la Sierra Leone et la Thaïlande se portent coauteurs du projet de résolution A/C.3/58/L.48, tel que révisé.

Point 117 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (suite)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (A/58/118, A/58/118/Corr.1, A/58/121, A/58/181, A/58/181/Add.1, A/58/185, A/58/185/Add.1, A/58/185/Add.2, A/58/186, A/58/212, A/58/255, A/58/257, A/58/261, A/58/266, A/58/268, A/58/275, A/58/276, A/58/276/Add.1, A/58/279, A/58/296, A/58/309, A/58/317, A/58/318,

A/58/330, A/58/380, A/58/533 et A/C.3/58/9, A/C.3/58/L.46 et A/C.3/58/L.47)

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (A/58/127, A/58/218, A/58/219, A/58/325, A/58/334, A/58/338, A/58/379, A/58/393, A/58/421, A/58/427, A/58/448, A/58/534 et A/C.3/58/6)

e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (A/58/36)

Présentation des projets de résolution A/C.3/58/L.46 et A/C.3/58/L.47 au titre du point 117 b) de l'ordre du jour

Projet de résolution A/C.3/58/L.46 : Les droits de l'homme et la diversité culturelle

3. **M. Alaei** (République islamique d'Iran) présente le projet de résolution A/C.3/58/L.46 au nom de son pays et des coauteurs suivants : Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Chine, Congo, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Inde, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Mauritanie, Myanmar, Oman, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République dominicaine, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande et Viet Nam. Le projet de résolution présenté vise à sensibiliser la communauté internationale à l'importance de la promotion et du respect des droits de l'homme et de la diversité culturelle, questions fondamentales à l'ère de la mondialisation. Semblable à celui de l'année précédente, le projet contient néanmoins une révision de fond qui a consisté à supprimer le nouveau paragraphe 4. En outre, au deuxième alinéa du préambule, l'intervenant propose de faire les modifications d'ordre technique suivantes : après « 17 décembre 1999 », remplacer « et » par une virgule; après « 4 décembre 2000 », ajouter « et 57/204 du 10 février 2003 ». Enfin, le paragraphe 16 a été révisé pour refléter le fait que la résolution serait désormais biennale. L'orateur engage les autres délégations à adopter, cette année encore, le projet de résolution par consensus.

4. *Mme Londoño (Colombie), Vice-Présidente, prend la présidence.*

5. **La Présidente** annonce que le Kazakhstan, le Kenya, le Nigéria, la République-Unie de Tanzanie et le Turkménistan se portent coauteurs du projet de résolution A/C.3/58/L.46, tel que révisé.

**Projet de résolution A/C.3/58/L.47 :
Renforcement de l'action de l'Organisation
des Nations Unies dans le domaine des droits
de l'homme par la promotion de la coopération
internationale et importance de la non-
sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité**

6. **M. Cumberbatch** (Cuba) présente le projet de résolution A/C.3/58/L.47 au nom de ses 42 coauteurs, auxquels se sont joints le Bénin, la Côte d'Ivoire, Haïti, le Qatar et le Turkménistan. Il engage les États à adopter, cette année encore, le projet de résolution par consensus.

7. **La Présidente** annonce que le Botswana et le Malawi se portent coauteurs du projet de résolution A/C.3/58/L.47.

Reprise du débat général

8. **Mme Al Haj Ali** (République arabe syrienne) évoque le retour en arrière inquiétant constaté ces dernières années dans le domaine du respect des droits de l'homme, imputable à de prétendus défenseurs de ces droits. Certains États ne respectent en effet pas les droits de l'homme et protègent même les auteurs de violations telles que celles commises dans les territoires palestiniens occupés, en s'abritant derrière des justifications fallacieuses.

9. Les instruments internationaux protègent les droits civils, économiques, sociaux et culturels, qui sont interdépendants et ne peuvent se concrétiser que s'ils sont tous respectés. La communauté internationale doit donc absolument proscrire le système du « deux poids, deux mesures » dans ce domaine, assurer la justice et l'équité et tenir compte des caractéristiques et facteurs propres à chaque pays.

10. Certains États estiment qu'il n'est pas nécessaire de respecter les droits collectifs des pays (droit à l'autodétermination, au développement, à l'indépendance et droit d'être libre de toute domination étrangère, notamment), ce qui risque d'entraîner la violation de ces droits à l'avenir. Un véritable dialogue

doit être instauré, fondé sur le respect mutuel, le respect de la souveraineté et de l'intégrité nationales et la non-sélectivité, afin d'établir une coopération internationale et de parvenir à appliquer pleinement la Déclaration de Vienne.

11. L'Organisation des Nations Unies joue un rôle vital pour ce qui est des droits de l'homme. En effet, la légitimité internationale est menacée dans le contexte actuel. Le terme « terrorisme » est utilisé de manière très vague et ambiguë et la lutte contre le terrorisme sert à justifier différentes violations ainsi que l'adoption de législations qui vont à l'encontre des droits de l'homme. L'Organisation doit intervenir pour coordonner un dialogue constructif entre les États, afin d'éviter toute sélectivité et l'imposition de concepts à certaines nations, au détriment des caractéristiques qui leur sont propres. Les conventions et conférences relatives aux droits de l'homme qui visent à lutter contre le racisme sont essentielles et les États Membres sont tenus d'appliquer tous les instruments internationaux en vigueur.

12. Il est important que les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme ne s'écartent pas de leurs mandats spécifiques, qui émanent des résolutions adoptées, et que les mécanismes de l'ONU dans ce domaine soient rationalisés, afin d'éviter tout double emploi. Alors que certains États passent délibérément outre les instruments internationaux, la Charte des Nations Unies et les conventions de Genève, il est indispensable d'éviter une politisation du débat sur les droits de l'homme, sous peine de marginaliser l'Organisation des Nations Unies et d'exacerber les tensions entre États Membres.

13. La délégation syrienne appelle les rapporteurs spéciaux à faire montre de davantage de courage, notamment lorsque des États influents sont impliqués dans des questions relatives aux droits de l'homme. Ces droits sont utilisés pour justifier l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, ce qui est contraire aux principes de la Charte, qui affirme la souveraineté et l'égalité de tous les États. Ces principes doivent être respectés, et impartialité et équité sont nécessaires dans le cadre de la dénonciation de violations des droits de l'homme.

13bis. Il convient donc de s'attaquer au problème des pratiques et législations racistes ainsi qu'à celui des nettoyages ethniques et des expulsions massives, de s'abstenir d'établir une distinction entre droits de

l'homme d'une part et droits sociaux, économiques et politiques d'autre part, et de mettre fin à l'occupation de certains pays, qui va à l'encontre de tous les droits, notamment du droit à la liberté, à l'expression et au développement.

14. Enfin, il faut éviter le recours à la force militaire, à des mesures coercitives, à des méthodes non démocratiques et à des sanctions unilatérales dans les relations internationales, sous des prétextes fallacieux tels que la lutte contre le terrorisme ou l'instauration de la démocratie, que certains États invoquent pour masquer leur volonté d'étendre leur hégémonie au monde entier.

15. La République arabe syrienne regrette que la terminologie employée dans le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (A/58/36), plus précisément l'évocation de l'approche basée sur les droits, n'ait pas fait l'objet d'un accord préalable entre tous les États Membres, et elle la juge peu constructive. Elle loue la transparence de la présentation du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967 quant aux violations par Israël du droit tant international que palestinien, et la référence faite à la construction du mur et à l'expansion des colonies illégales. Enfin, il ressort du rapport du Rapporteur spécial sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (A/58/296) que la lutte contre le terrorisme est utilisée à des fins socioéconomiques. La lutte commune contre le terrorisme est fondamentale, mais il faut distinguer le terrorisme en tant que crime du droit à résister à l'occupation.

15bis. La République arabe syrienne applique tous les instruments internationaux et elle s'attache, dans sa Constitution et sa législation, à protéger les droits sociaux, économiques et culturels, ainsi que les droits de l'homme. Grâce au pluripartisme et aux élections régionales et nationales, les citoyens syriens jouissent pleinement de leurs droits.

16. **Mme Ataeva** (Turkménistan) déclare que, depuis son indépendance il y a 12 ans, son pays s'emploie, avec succès, à mettre en oeuvre des réformes politiques, économiques et sociales tout en s'efforçant de retrouver ses valeurs et ses traditions culturelles et historiques. L'État a supprimé la peine de mort en 2000, assure le droit de tous les citoyens à la sécurité et

à la dignité, adopte des mesures sociales sans précédent et vient en aide aux plus démunis. Bien que des progrès restent à faire, il s'agit là d'améliorations sensibles, notamment dans le domaine des droits de l'homme.

17. S'efforçant de bâtir une démocratie fondée sur le respect de la personne et de ses droits inaliénables, le Gouvernement turkmène déplore que certains États aient de nouveau porté la question des droits de l'homme au Turkménistan à l'attention de la Troisième Commission six mois après avoir fait de même avec la Commission des droits de l'homme. En application de la résolution qu'avait alors adoptée cette dernière, le Turkménistan a pris des mesures concrètes pour améliorer la situation sur le plan des droits de l'homme et renforcer la coopération avec les organismes internationaux, notamment avec le système des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

18. À l'appui de ses affirmations, l'intervenante cite les visites, en mai et octobre 2003, de l'Envoyé personnel du Président en exercice de l'OSCE, M. Martti Ahtisaari, dont les recommandations relatives aux droits de l'homme ont été mises en oeuvre par le Gouvernement. De même, les entretiens entre le Président du Turkménistan et un certain nombre d'autres hauts fonctionnaires, dont le Haut Commissaire pour les minorités nationales de l'OSCE et le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques et d'autres responsables du Département des affaires politiques de l'Organisation des Nations Unies, ont permis de resserrer les liens avec ces organismes et d'entreprendre des projets conjoints visant à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays. Par ailleurs, en novembre 2003, des représentants de la Commission européenne se sont rendus à Achgabat où ils se sont notamment entretenus des questions relatives aux droits de l'homme avec le Président, ce qui a permis d'organiser une réunion conjointe de l'Union européenne et du Turkménistan prévue pour décembre 2003. Le Gouvernement a également invité les experts du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à se rendre en visite officielle au Turkménistan pour lui apporter une aide technique, notamment pour ce qui est de l'élaboration des rapports sur la mise en oeuvre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme que cet État a ratifiés (Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Convention sur l'élimination de toutes les

formes de discrimination à l'égard des femmes, Convention relative aux droits de l'enfant, etc.). Cette visite, prévue pour janvier 2004, permettra de renforcer la coopération avec le Haut Commissariat.

19. Tous ces efforts constituent la preuve indéniable de la volonté du Turkménistan de coopérer pleinement avec tous les organismes internationaux s'intéressant aux droits de l'homme et d'établir un dialogue constructif, en particulier avec le système des Nations Unies, l'OSCE et d'autres institutions régionales. Contrairement aux auteurs du projet de résolution qui estiment qu'il contribuera à améliorer la situation des droits de l'homme au Turkménistan, la délégation turkmène est convaincue qu'il ne laisse pas la possibilité à son pays de mener à bien les projets qu'il a entrepris en vue de promouvoir les droits de l'homme. C'est pourquoi le Turkménistan votera contre le projet et engage les autres États à faire de même.

20. **M. Husain** (Organisation de la Conférence islamique), prenant la parole au titre du point 117 e) de l'ordre du jour au nom du Secrétariat général de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), note qu'il ressort du rapport exhaustif du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (A/58/36) que les activités liées aux droits de l'homme sont essentielles à la réalisation des objectifs de l'ONU, en particulier en ces temps troublés. Tout en faisant sienne cette conclusion, le représentant de l'OCI souhaite cependant revenir sur trois points particuliers.

21. Il est indiqué au paragraphe 12 du rapport que les stratégies pour instaurer et maintenir la paix et pour prévenir les conflits doivent comprendre des mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme. Pour l'OCI, ces mécanismes ne doivent pas ignorer les particularités sociales, culturelles et religieuses des diverses communautés et devront donc se fonder sur des valeurs universelles. Soulignée au paragraphe 39 du rapport, l'importance de l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, est dûment reconnue par l'OCI, l'islam tenant en effet pour entendus la dignité des femmes et leur rôle essentiel dans la famille et dans la société, au sein de laquelle elles ont les mêmes droits que les hommes.

22. Les membres de l'OCI, dont bon nombre ont souffert du terrorisme, conviennent que ce phénomène, mentionné aux paragraphes 70 et 71 du rapport, est l'un des fléaux du monde moderne. En juin 1999, l'OCI a d'ailleurs adopté une convention sur la lutte

contre le terrorisme international. L'orateur note qu'il convient toutefois de distinguer clairement entre le terrorisme et les luttes de libération nationales, afin de ne pas permettre à des puissances occupantes d'opprimer des peuples sous prétexte de lutte antiterroriste. Comme les épidémies, le terrorisme doit être éradiqué, mais il convient également d'en examiner les causes. L'OCI se voit donc obligée de proposer la tenue, sous l'égide de l'ONU, d'une convention internationale qui définira le terrorisme, le distinguera des vraies luttes de libération nationale et permettra à la communauté internationale de s'attaquer à ses causes profondes.

23. Le représentant de l'OCI rappelle également que la Déclaration sur les droits de l'homme en Islam, adoptée au Caire en 1990 par son organisation, proclame l'égalité de tous les êtres humains, et n'accepte d'autre supériorité que celle fondée sur la foi et les bonnes actions.

24. L'OCI entend poursuivre sa coopération avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme en vue de promouvoir ces droits.

Point 112 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (A/C.3/58/L.37/Rev.1)

25. **Mme Mi Nguyen** (Canada) souhaite informer le Secrétariat que sa délégation souhaite se porter coauteur du projet de résolution intitulé « Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique » (A/C.3/58/L.37/Rev.1).

Droits de réponse

26. **Mme Zhang** (Chine), répondant aux critiques de l'Australie, du Canada, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande, remarque que tous ces pays ont un point en commun : pays développés, ils se posent en donneurs de leçons vis-à-vis des pays en développement en s'abstenant de tout commentaire sur la situation des droits de l'homme sur leur propre territoire. Ce genre de pratique répétée d'année en année au sein de la Troisième Commission est fort regrettable car il ne contribue pas à la promotion des droits de l'homme. La Chine a toujours accordé la plus haute importance aux droits de l'homme et nul ne peut nier les progrès qu'elle a faits dans l'instauration de la

démocratie et de l'état de droit. Elle rejette donc catégoriquement les accusations partiales qui lui ont été adressées tout en se déclarant prête à dialoguer avec les pays qui en sont les auteurs sur un pied d'égalité et de façon constructive.

27. **M. Motomura** (Japon), se référant aux déclarations faites par le représentant de la République populaire démocratique de Corée, fait observer que l'appellation « Corée du Nord » est très usitée pour désigner la République populaire démocratique de Corée et qu'elle n'a aucune connotation négative. Quant au passé colonial du Japon, la question a déjà été abordée dans la Déclaration de Pyongyang du 17 septembre 2002 entre le Japon et la République populaire démocratique de Corée et les accusations reposant sur des chiffres non vérifiés lancées par ce pays n'excusent pas le refus de ses dirigeants d'aborder de bonne foi, comme ils l'avaient promis, les questions en suspens.

28. S'agissant des demandes d'indemnisation et de réparation, les dirigeants des deux pays, dans la même Déclaration de Pyongyang, étaient convenus en principe que toutes les demandes portant sur des faits antérieurs au 15 août 1945 seraient mutuellement annulées lorsque les pourparlers en vue de la normalisation des relations bilatérales auraient abouti.

29. Pour ce qui est des nationaux japonais enlevés par des agents de la République populaire démocratique de Corée, le Japon estime que la question est loin d'être réglée car si ces personnes ont été autorisées à se rendre au Japon, elles ne s'en trouvent pas moins dans une situation inhumaine dans la mesure où elles demeurent séparées de leurs conjoints et enfants restés en République populaire démocratique de Corée. Ce pays doit au plus vite laisser partir les proches de ces personnes et fournir des informations précises sur le sort des autres Japonais enlevés par ses agents. Le Japon juge tout à fait illogiques les exigences de la République populaire démocratique de Corée qui veut obliger les cinq nationaux japonais qu'elle a enlevés et retenus contre leur gré pendant plus de 20 ans à retourner sur son sol. Enfin, en ce qui concerne l'Association générale des Coréens du Japon, il est reconnu que le Japon est un pays où l'état de droit est bien établi et les perquisitions menées en toute légalité dans les locaux de cette association étaient motivées par des accusations de malversations et non pas par un souci de discrimination fondée sur l'origine ethnique, que la législation japonaise interdit.

30. **M. Sin Song Chol** (République populaire démocratique de Corée) rejette catégoriquement toutes les accusations concernant la situation des droits de l'homme dans son pays formulées par le représentant des États-Unis dans un esprit de provocation politique. Le système socialiste qui y existe a été choisi par la population sur la base de ses convictions propres. Depuis son installation, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée n'a eu de cesse de s'acquitter de ses responsabilités en assurant la promotion des droits de l'homme de tous les habitants du pays, et notamment du droit à la vie gravement mis à mal par la division nationale, les pressions politiques et militaires, les sanctions économiques imposées par des entités extérieures et les catastrophes naturelles à répétition. Les seules violations des droits de l'homme perpétrées en République populaire démocratique de Corée sont celles que commettent depuis plus de 50 ans les États-Unis d'Amérique contre la population de ce pays par différents moyens, notamment par l'usage de la menace nucléaire. Les crimes contre l'humanité commis par les États-Unis avant, pendant et après la guerre de Corée sont sans précédent dans l'histoire et ont marqué à tout jamais la mémoire et les esprits du peuple coréen. Qui plus est, toutes ces atrocités ont été commises par les États-Unis au nom des Nations Unies qui ont pour grand principe la défense des droits de l'homme. Loin d'avoir à cœur de protéger les droits de l'homme des populations des petites nations, les États-Unis veulent en fait salir la réputation de la République populaire démocratique de Corée et l'isoler en prétendant défendre des droits de l'homme qu'ils sont les premiers à violer. Au lieu de faire des déclarations mensongères et hypocrites à ce sujet, ils devraient plutôt réfléchir sérieusement aux crimes qu'ils ont commis dans le Nord et le Sud de la Corée, pour lesquels ils seront punis.

31. En réponse à la déclaration faite par la délégation japonaise, le représentant de la République populaire démocratique de Corée se demande si le Japon accepterait d'être appelé « État insulaire du Japon » ou « archipel japonais » puisqu'il attend de la République populaire démocratique de Corée qu'elle accepte une appellation équivalente. En ce qui concerne les victimes d'enlèvements, il rappelle qu'aux termes de la Déclaration de Pyongyang, le Japon s'était engagé à renvoyer ces personnes à l'issue d'une visite de deux semaines, engagement qu'il ne semble désormais plus prêt à tenir puisque le Ministre des affaires étrangères

de ce pays s'est récemment déclaré prêt à aller jusqu'à la guerre avec la République populaire démocratique de Corée si la question des personnes disparues n'était pas réglée. De leur côté, la population et l'armée de la République estiment que cette attitude japonaise remet totalement en cause la Déclaration de Pyongyang et exigent l'adoption de contre-mesures. Toute nouvelle insistance du Japon à ce sujet, sur lequel la République populaire démocratique de Corée estime avoir tenu tous ses engagements, met les deux pays au bord de l'affrontement. S'il veut retrouver sa crédibilité, le Japon doit lui aussi tenir les promesses qu'il a faites.

32. **M. Giraldo** (Colombie), répondant aux préoccupations exprimées par la Norvège concernant la situation des droits de l'homme en Colombie, tient à dire clairement que l'État colombien n'a de cesse d'améliorer la protection des droits fondamentaux de tous les habitants du pays. Il s'agit d'une politique de sécurité démocratique, qui s'efforce, en plein coeur du conflit, de protéger toutes les personnes vivant sur le territoire national, sans distinction de classe, de profession, de race, d'âge, de conviction politique, de religion, ou autres.

33. Soulignant l'évolution positive de presque tous les indicateurs au cours des neuf premiers mois de l'année, l'orateur déclare que le nombre d'homicides, de massacres, d'actes terroristes, d'attaques contre la population ou les infrastructures, de morts parmi les syndicalistes, les enseignants, les populations autochtones et les journalistes a diminué, parfois de manière significative, au cours de cette période.

34. S'agissant des groupes armés illégaux et de la violence dirigée contre la population civile, notamment par les milices d'autodéfense, il annonce que les efforts déployés par le Gouvernement et les forces armées ont porté leurs fruits : au cours des neuf premiers mois de l'année, le nombre de membres de milices d'autodéfense capturés s'est élevé à 2 134 (soit une augmentation de 138 % par rapport à la même période l'année dernière) et de ceux qui se sont rendus à 235 (soit un accroissement de 50 %). Ne souhaitant pas donner davantage de chiffres en séance, la délégation colombienne fait savoir qu'elle tient à la disposition de la Norvège et des autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies des données actualisées de même nature supplémentaires.

35. Le représentant de la Colombie déclare que son pays est profondément préoccupé par les décès de

syndicalistes, d'enseignants, de membres des populations autochtones, de journalistes, de représentants des autorités locales et d'autres Colombiens, qui sont exclusivement le fait de groupes armés illégaux, mais qu'il se sent d'autant plus déterminé à oeuvrer en faveur du respect des droits de l'homme. La délégation colombienne est consciente du fait que, lorsqu'un pays traverse un conflit aussi grave et est victime d'actes de terrorisme aussi impitoyables que ceux auxquels se livrent les membres de la guérilla et les autres groupes armés illégaux, il est difficile d'exiger ou de trouver des solutions du jour au lendemain mais elle pense que l'évolution positive de la situation mérite que l'on reconnaisse les efforts déployés par la Colombie. Parce que son pays travaille de concert avec l'Organisation des Nations Unies et attache un prix à cette collaboration, le Président colombien, M. Uribe Vélez, a demandé au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme que son bureau de Bogota demeure ouvert pendant son mandat présidentiel.

36. La Colombie invite cordialement la Norvège à veiller, comme elle le fait elle-même, à ce que les avancées dans le domaine de la protection des droits de l'homme se poursuivent dans ce pays.

37. **Mme G/Mariam** (Éthiopie), tenant à exercer son droit de réponse au titre du point 117 b) de l'ordre du jour, réfute les habituelles allégations infondées par lesquelles l'Érythrée importune la Commission.

38. La délégation érythréenne ayant osé comparer l'Érythrée à l'Éthiopie en ce qui concerne le respect du droit à la paix et au développement et des droits de l'homme, il convient de rappeler un certain nombre de faits. L'attachement de l'Éthiopie à une paix durable est mis en évidence par son plein respect de l'Accord de paix signé à Alger le 12 décembre 2000, en vertu duquel elle a libéré tous les prisonniers de guerre érythréens, a mis en oeuvre l'Accord sur le statut des forces conclu entre son gouvernement et la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) et accepté la décision de la Commission frontalière, sous réserve d'une application équitable, dans le respect de la légalité.

39. L'Érythrée, au contraire, n'a pas signé l'Accord sur le statut des forces. En violation de l'Accord de paix et des Conventions de Genève de 1949, elle fait mystère du sort de 36 prisonniers de guerre éthiopiens et a assassiné un pilote éthiopien, le colonel Petros,

après l'avoir torturé et exhibé dans les rues d'Asmara. Après la signature de l'Accord, des milliers d'Éthiopiens vivant en Érythrée ont subi des représailles, fait l'objet d'attaques de la part de la population locale et été expulsés en masse.

40. Le mépris qu'affiche l'Érythrée pour la paix et les droits de l'homme est également démontré par la conscription forcée de 10 % de sa population, dont des Éthiopiens, et par le fait que, dans les cinq années qui ont suivi son accession à l'indépendance, ce pays a réussi à faire la guerre à tous ses voisins.

41. Le bilan de l'Érythrée en matière de droits de l'homme est tout aussi déplorable et n'a cessé de s'alourdir depuis la prise de pouvoir, en 1991, du Gouvernement érythréen actuel dont la politique de répression et de terreur a entraîné la mort de nombreuses personnes. En Érythrée, les notions de presse indépendante, de constitution, d'élections libres, d'opposition ou de droits fondamentaux n'existent pas, comme l'attestent notamment les rapports d'Amnesty International ou de Human Rights Watch. La répression, généralisée, frappe notamment les minorités ethniques, ainsi que les défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie, et les journalistes.

42. Enfin, l'Érythrée a l'audace de contester les succès remportés par les Éthiopiens dans la lutte antiterroriste, alors même que le régime érythréen dresse des groupes terroristes contre l'Éthiopie.

43. La délégation érythréenne serait donc bien avisée de balayer devant sa propre porte, avant de donner des leçons à d'autres.

44. **M. Tekin** (Turquie), répondant aux accusations habituelles du représentant de la Grèce et laissant aux autorités chypriotes turques le soin de répondre aux propos de l'orateur chypriote grec, précise que le problème chypriote n'a pas commencé avec l'intervention militaire turque de 1974 mais avec les massacres perpétrés contre les Chypriotes turcs en 1963, que c'est à la suite de ces massacres que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) a été déployée dans l'île au début de 1964, qu'entre 1964 et 1974, les Chypriotes turcs étaient forcés de vivre dans des enclaves dans leur propre patrie, et que la Turquie a dû intervenir en 1974 parce qu'elle en avait l'obligation pour empêcher un coup d'État militaire soutenu par le Gouvernement grec qui visait l'extermination des Chypriotes turcs et l'annexion de l'île par la Grèce. Il faut espérer qu'à

l'avenir la Grèce fera preuve d'une attitude plus objective et plus constructive sur la question de Chypre, à la Troisième Commission de l'Assemblée générale et ailleurs.

45. **M. Israfilov** (Azerbaïdjan) conteste la déclaration faite par la délégation arménienne à la séance précédente au titre du point 117 b) de l'ordre du jour. Il prend note des réformes adoptées par l'Arménie dans le domaine des droits de l'homme et se déclare intéressé par la manière dont ses malheureux voisins traitent la question des droits de l'homme et des institutions démocratiques, sujets qui continueront d'intéresser son pays aussi longtemps que le climat de haine, d'agressivité et de méfiance envers les Azerbaïdjanais existera en Arménie.

46. Il juge que la manière dont la délégation arménienne a parlé de sa politique étrangère dans le sud du Caucase est une provocation, en particulier son désir d'établir un lien direct entre les élections qui ont eu lieu en Azerbaïdjan et l'issue du conflit entre les deux pays, et ajoute que la déclaration faite par le Ministre arménien, M. Oskanian, lors du débat général de l'Assemblée générale, allait dans le même sens. Il tient donc à rappeler que la position de son pays, de même que celle de l'Arménie, sur le règlement du conflit devrait découler non pas des élections mais des résolutions du Conseil de sécurité, qui d'ailleurs, qu'elles plaisent ou non à l'Arménie, traduisent la volonté de la communauté internationale tout entière et non pas uniquement celle de l'Azerbaïdjan. Ces résolutions, qui n'ont pas été pleinement suivies d'effet et qui sont toujours applicables, exigent le retrait total, immédiat et sans condition de toutes les forces d'occupation des territoires azerbaïdjanais occupés et demandent que l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan soit respectée. L'orateur précise qu'environ un million de réfugiés et de personnes déplacées, violemment expulsés d'Arménie et des territoires azerbaïdjanais occupés, attendent avec impatience le moment où l'Arménie appliquera ces résolutions.

47. Il rappelle qu'en aucune circonstance le Gouvernement azerbaïdjanais, actuel ou futur, ne changera de position sur le conflit et ne cédera le moindre territoire à l'agresseur. Tous les gouvernements successifs s'attacheront à redonner leurs droits à leurs citoyens et aux réfugiés réinstallés sur le territoire azerbaïdjanais. Il espère que l'Arménie finira par le comprendre.

48. Quant aux observations de la délégation arménienne sur la légitimité des élections qui se sont déroulées en Azerbaïdjan en octobre 2003, l'orateur déclare qu'il aurait pu en prendre note si ces remarques émanaient d'un pays ayant une longue tradition démocratique. Il n'en tiendra donc aucun compte, et ce, aussi longtemps que l'Arménie ne reconnaîtra pas les frontières territoriales actuelles de l'Azerbaïdjan et n'honorera pas toutes ses obligations, en particulier celles contenues dans les résolutions du Conseil de sécurité citées plus haut.

49. **M. Christofides** (Chypre), répondant à la Turquie, a entendu sans surprise les arguments qu'avance ce pays depuis des années au sein de chaque instance des Nations Unies pour expliquer l'invasion de Chypre par l'armée turque en 1974. Ce genre de propagande ne trompe plus personne, surtout à la lumière des déclarations récentes du chef d'état-major turc selon lesquelles Chypre occupe une position stratégique supérieure à celle de la partie la plus orientale de la Turquie pour l'utilisation de moyens de défense aériens et est donc essentielle à la défense du territoire turc. L'évolution récente de la situation dans l'île, longuement décrite dans le rapport du Secrétaire général sur la question (S/2003/398), montre que la responsabilité de l'échec des négociations en cours repose principalement sur les Chypriotes turcs soutenus par le Gouvernement turc pour servir sa politique militaire expansionniste. Chypre, quant à elle, entend avant tout rester fidèle au droit international. Par ailleurs, la levée partielle des restrictions à la liberté de mouvement dans l'île a montré que les Chypriotes turcs n'ont pas besoin de la Turquie pour les protéger puisque, d'eux-mêmes, ils profitent de la possibilité qu'ils ont désormais de rencontrer les Chypriotes grecs, demandent des passeports de la République de Chypre et n'aspirent en fait qu'à jouir des avantages que Chypre espère retirer de son entrée dans l'Union européenne. Enfin, le représentant de Chypre proteste contre la pratique de la Turquie qui abuse de ses prérogatives en tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies en diffusant des documents de la République turque de Chypre-Nord, entité non reconnue par le Conseil de sécurité, voire en annonçant la diffusion de tels documents.

50. **M. Daratzikis** (Grèce) présente ses condoléances à la Turquie pour les attentats meurtriers contre deux synagogues d'Istanbul, le 15 novembre 2003, et condamne énergiquement ces attaques odieuses contre

des civils innocents. En réponse à la déclaration faite par le représentant de la Turquie, qui vise à faire oublier la lourde responsabilité de ce pays dans la question de Chypre en répétant les mêmes accusations sans fondement contre la Grèce, il rappelle que les vues faisant l'objet des critiques de la Turquie ont été confirmées à maintes reprises par la communauté internationale dans les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et les décisions des organes judiciaires internationaux, qui condamnent l'invasion militaire illégale de Chypre par la Turquie ainsi que les violations systématiques et massives des droits de l'homme et libertés fondamentales commises dans le nord de Chypre sous occupation militaire turque. Il regrette que, malgré toutes ces condamnations et en dépit des efforts inlassables du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la Turquie s'obstine à ne pas appliquer les résolutions adoptées en vue d'apporter une solution pacifique à la question de Chypre.

51. **M. Motomura** (Japon) ne comprend pas que les propos d'un pays pacifique comme le sien puissent être interprétés comme poussant à l'affrontement et conduisant à la guerre selon les termes utilisés par le représentant de la République populaire démocratique de Corée. M. Kim Jong-Il lui-même a reconnu la responsabilité de son pays et s'est excusé pour les enlèvements en question qui constituent un crime grave, une violation des droits de l'homme et un acte illicite ayant des conséquences internationales. La République populaire démocratique de Corée doit donc absolument autoriser les familles des Japonais enlevés à venir au plus vite au Japon et fournir des renseignements sur le sort de ceux qui n'ont pas encore été retrouvés.

52. **M. Tekle** (Érythrée), prenant la parole pour exercer son droit de réponse, déclare que la représentante de l'Éthiopie s'est efforcée, mais en vain, de détourner l'attention de la Commission du fait qu'en rejetant l'Accord d'Alger son pays était devenu une menace pour la paix et le développement, dont les peuples érythréen et éthiopien ont tant besoin.

53. C'est en effet à cause de ce rejet que le Conseil de sécurité s'est vu obligé d'adresser au Premier Ministre éthiopien une lettre lui demandant de mettre en oeuvre dans leur intégralité l'Accord d'Alger et la décision de la Commission frontalière et de coopérer avec cette dernière.

54. Le représentant de l'Érythrée rappelle que, comme le Secrétaire général l'a lui-même constaté, des Éthiopiens ont menacé de leurs armes des patrouilles de la MINUEE le 5 août 2003 et ont pénétré dans la zone de sécurité à proximité du cours d'eau Drum Drum les 9, 10 et 12 août 2003, refusant de s'en retirer malgré les protestations répétées de la MINUEE. Le 21 février 2003, la Commission frontalière avait par ailleurs constaté que l'Éthiopie avait manqué à ses obligations en n'obligeant pas des personnes d'origine éthiopienne à quitter le territoire érythréen. En outre, le 8 mars 2002, le Secrétaire général avait informé le Conseil de sécurité que l'Éthiopie devait encore fournir à la MINUEE un complément d'information sur les mines terrestres.

55. De façon répétée, les dirigeants éthiopiens, dont leur Premier Ministre, ont proféré des menaces de guerre et ont dit vouloir s'opposer militairement à toute tentative visant à faire appliquer la décision finale et contraignante de la Commission frontalière, l'exemple le plus récent étant la lettre datée du 19 septembre 2003, par laquelle l'Éthiopie dénonçait l'Accord d'Alger.

56. La représentante de l'Éthiopie s'est efforcée d'établir une distinction entre l'Accord et les décisions de la Commission frontalière, bien que ces deux éléments soient liés, ainsi que l'a réaffirmé le Secrétaire général dans des lettres adressées aux deux parties.

57. L'Érythrée estime que son peuple, ainsi que celui de l'Éthiopie, n'ont que trop souffert au cours des dernières décennies et qu'ils doivent pouvoir exercer ces droits fondamentaux que sont les droits à la vie, à la paix et au développement. Il incombe donc aux deux gouvernements de s'engager à cet effet à respecter la légalité et les autres principes consacrés par la Charte et à se soumettre aux décisions contraignantes des commissions d'arbitrage. On ne peut que regretter que le Gouvernement éthiopien se désintéresse totalement des conditions catastrophiques dans lesquelles vit sa population, et déplorer les effets néfastes de cette situation sur les voisins de l'Éthiopie.

58. La délégation érythréenne rappelle que l'Accord de cessez-le-feu prévoit l'imposition de sanctions, dans le cadre du Chapitre VII de la Charte, à toute partie ne respectant pas dans son intégralité la décision finale et contraignante de la Commission d'arbitrage. Toutes les nations bien intentionnées, souhaitant la paix, le

développement des deux peuples concernés, la stabilisation de la région, la normalisation de la situation ainsi que le respect de la légalité et de la Charte des Nations Unies, doivent donc prendre les mesures qui s'imposent, pour que l'Éthiopie applique les décisions de la Commission frontalière.

59. **Mme Kang** Kyung-wha (République de Corée) déclare qu'en dépit des références répétées du représentant de la République populaire démocratique de Corée au « peuple coréen », qui donnent à penser que sa déclaration émane du peuple coréen tout entier, son pays ne s'associe en aucune façon à la déclaration en question et rejette catégoriquement toutes les accusations sans fondement qui y sont formulées au sujet d'incidents qui se seraient produits sur son territoire.

60. **Mme Davtyan** (Arménie), répondant à la déclaration que vient de faire l'Azerbaïdjan, tient à préciser que l'Arménie n'a pas exprimé de jugement dans sa déclaration, et encore moins de critique, mais a plutôt exprimé une préoccupation d'ordre général concernant la tenue des élections. En aucun cas, l'Arménie n'a remis en cause la légitimité des élections ou des autorités en Azerbaïdjan. Peut-être que la délégation azerbaïdjanaise a ses propres raisons ou de bons motifs pour interpréter ainsi cette déclaration générale et en tirer de telles conclusions. La représentante de l'Arménie se déclare déçue de voir que la délégation azerbaïdjanaise réagit en se plaçant sur la défensive au lieu d'adopter une attitude rationnelle. Quant aux interprétations tendancieuses des résolutions du Conseil de sécurité de 1993, interprétations qui s'inscrivent dans le cadre du même sempiternel discours de propagande, l'Arménie estime qu'elles ne méritent même pas une réponse de sa part dans la mesure où elle a maintes fois fait connaître sa position sur le sujet.

61. **M. Israfilov** (Azerbaïdjan), répondant à l'Arménie, souhaite citer le passage de la déclaration distribuée et prononcée par l'Arménie le matin même : « L'année 2003 a en fait été une année d'élections et, à cet égard, j'aimerais souligner l'importance des processus électoraux démocratiques, légitimes et transparents, puisque leurs résultats auront inévitablement un grand impact sur les processus de négociation et le règlement des conflits en cours. » L'orateur précise qu'une grande partie de la déclaration était consacrée à l'importance, dans le règlement du conflit entre les deux pays, d'un gouvernement élu

légitimement. Il souhaite réitérer l'opinion du Gouvernement azerbaïdjanais, qui demeure convaincu que le règlement du conflit ne dépend pas des élections en cours en Azerbaïdjan. Il ajoute qu'il n'appartient pas à l'Arménie de rejeter les résolutions du Conseil de sécurité ou de déclarer qu'elles ne sont plus applicables car elles le sont toujours, et souligne que l'Azerbaïdjan se référera à ces résolutions aussi longtemps que l'Arménie ne les appliquera pas.

62. **M. Sin Song Chol** (République populaire démocratique de Corée) se déclare choqué par les propos de la représentante de la République de Corée car, en parlant au nom du peuple coréen dans son ensemble, il entendait réaffirmer que la Corée constitue une seule et même nation. Par ailleurs, tous les incidents qu'il a mentionnés renvoient à des faits réels connus du monde entier et même du peuple de la République de Corée et, en les niant, cette dernière montre qu'elle est la marionnette des États-Unis.

63. **Mme Davtyan** (Arménie), répondant à l'Azerbaïdjan, déclare que celui-ci vient une nouvelle fois de démontrer qu'il interprète et applique les résolutions du Conseil de sécurité de manière partielle et sélective. L'Azerbaïdjan refuse obstinément de reconnaître que l'Arménie a fait exactement ce que les résolutions du Conseil de sécurité lui ont demandé de faire, faisant usage de ses bons offices avec les autorités du Haut-Karabakh pour rechercher une solution pacifique au conflit. L'Arménie tient à faire observer que l'Azerbaïdjan lui-même viole ces résolutions, qui exhortent les parties concernées à poursuivre les négociations dans le cadre du groupe de Minsk mis en place par l'OSCE en établissant des contacts directs. La délégation arménienne pense que le refus de l'Azerbaïdjan d'engager des négociations directes avec les représentants élus du Haut-Karabakh est le principal obstacle au règlement du conflit.

64. **Mme Kang Kyung-wha** (République de Corée) s'étonne que le représentant de la République populaire démocratique de Corée se permette de parler au nom de l'ensemble de la population de la péninsule coréenne. Elle rejette encore une fois catégoriquement ses vues et ses accusations sans fondement.

65. **M. Sin Song Chol** (République populaire démocratique de Corée) répond qu'au-delà des considérations nationales les faits mentionnés sont réels et reconnus par la communauté internationale. Il met en garde la République de Corée dont l'obstination

pourrait avoir des conséquences graves sur les négociations bilatérales en cours.

La séance est levée à 17 h 5.